



**DECISION N° 018/16/ARMP/CRD DU 19 JANVIER 2016
 DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
 COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE L'ATTRIBUTION
 PROVISoire DU MARCHÉ RELATIF A LA SELECTION DE CONSULTANTS POUR LA
 MISSION DE SUPERVISION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE
 TOUBA – DAHRA – LINGUERE (RN3) : LOT 1 (TOUBA – DAHRA) LANCE PAR
 L'AGENCE DES TRAVAUX ET DE GESTION DES ROUTES (AGEROUTE - SENEGAL).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
 LITIGES,**

Vu la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu le recours du mandataire du Groupement BETEG/POLYCONSULT/SCAT/EES/AL MOUSSAWIR INGENIERIE CONSULTANT par courrier du 13 janvier 2016 ;

Vu la quittance de consignation du 13 janvier 2016 ;

Monsieur Alioune DIALLO, Commissaire à la Cellule d'Instruction des recours, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

Après consultation de Monsieur Mademba GUEYE, Président ; Messieurs Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, observateur ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente délibération fondée sur la recevabilité du recours ;

Par courrier reçu le 13 janvier 2016 au secrétariat du CRD sous le numéro 009/CRD, le mandataire du Groupement BETEG/POLYCONSULT/SCAT/EES/AL MOUSSAWIR INGENIERIE CONSULTANT a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester l'attribution provisoire du marché relatif à la Sélection de consultants pour la mission de supervision des travaux de réhabilitation de la route Touba – Dahra – Linguère (RN3) : lot 1 (Touba – Dahra) lancé par l'Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE – Sénégal).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des Marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 89 et 90 du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché public doit préalablement à tout recours contentieux, saisir l'autorité contractante d'un recours gracieux dans un délai de cinq (5) jours francs et ouvrés à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à la concurrence, puis, le cas échéant, le CRD dans les trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrables imparti à cette dernière pour répondre ;

Considérant, en outre, que l'autorité contractante est tenue de répondre à la réclamation du candidat dans un délai de trois (03) jours ouvrables, au de-là duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Considérant qu'il résulte des faits invoqués, qu'après publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le quotidien « *Le Soleil* » du 29 décembre 2015, le mandataire du Groupement BETEG/POLYCONSULT/SCAT/EES/AL MOUSSAWIR INGENIERIE CONSULTANT a introduit un recours gracieux le 04 janvier 2016 pour connaître les motifs du rejet de son offre pour le marché susvisé ;

Non satisfaite de la réponse reçue de l'autorité contractante par lettre en date du 07 janvier 2016 transmise par courrier électronique le 11 janvier 2016, le requérant a introduit un recours contentieux auprès du CRD par lettre parvenue le 13 janvier 2016 au service courrier de l'ARMP ;

Considérant que le recours a été introduit dans les délais et formes prescrits par les articles 89 et 90 du Code des Marchés publics et que le requérant a satisfait à l'obligation de consignation, il doit être déclaré recevable.

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare recevable le recours du Groupement BETEG / POLYCONSULT /SCAT /EES/AL MOUSSAWIR INGENIERIE CONSULTANT ;
- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché sus nommé jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP ;
- 3) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier au mandataire du Groupement BETEG / POLYCONSULT / SCAT / EES/AL MOUSSAWIR INGENIERIE CONSULTANT, à AGEROUTE - Sénégal ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site des marchés publics.



Le Président
Mademba GUEYE